

Table des matières

Préface	7
----------------	---

Robert DE BAERDEMAEKER

Le contexte sociopolitique de la réforme	13
---	----

Jean-Louis RENCHON

I. Les effets indirects de la réforme du divorce opérée par la loi du 27 avril 2007	14
II. La posture psychique individualiste	17
III. De l'intérêt ou de la nécessité d'un « tiers »	22

La demande en liquidation-partage et la modification apportée à l'effet dévolutif de l'appel	29
---	----

Jean-Christophe BROUWERS

I. La demande en liquidation-partage proprement dite	29
A. Le partage judiciaire contentieux	29
B. Questions de compétence	30
C. Question de forme	31
D. Questions de fond	31
II. La désignation du ou des notaire(s)-liquidateur(s)	35
A. Rôles respectifs du juge et des parties	35
B. Compétence territoriale du ou des notaire(s)-liquidateur(s)	36
III. La mission confiée au(x) notaire(s)-liquidateur(s)	37
A. Contenu concret de la mission	37
B. Déclenchement de la mission	39
C. Provisionnement du notaire	39
IV. La désignation des « tiers-intervenants »	39
A. Plus de désignation par le juge d'un ou de plusieurs notaires compétents <i>ratione loci</i> pour instrumenter spécifiquement	39
B. Désignation d'un gestionnaire	40
C. Désignation d'un ou plusieurs expert(s) judiciaire(s)	41

V. Le règlement liminaire des contestations et les accords actés	46
A. Possibilité offerte par le paragraphe 1 ^{er} de l'article 1209 du Code judiciaire quant au règlement liminaire des contestations	46
B. Champ d'application concret du paragraphe 1 ^{er} de l'article 1209 du Code judiciaire	47
C. Pouvoir du juge d'en remettre la solution jusqu'au jugement d'homologation	48
D. Relevé, à titre d'exemple, de contestations pouvant susciter un règlement liminaire	49
E. Possibilité offerte par le paragraphe 1 ^{er} de l'article 1209 du Code judiciaire quant aux accords	50
VI. Deux considérations procédurales complémentaires	50
A. Conséquence de l'appel du jugement ordonnant la liquidation-partage	50
B. Nécessité d'une demande formelle d'exécution provisoire	52
Annexe : Matrice de citation en liquidation-partage	53

Le notaire-liquidateur : désignation, rôle et compétence *E pluribus unum* 57

Jean-François VAN DROOGHENBROECK et Pierre NICAISE

Introduction	57
I. La désignation du ou – (très) exceptionnellement – des notaire(s)-liquidateur(s)	58
A. Les pathologies provoquées par les textes anciens	58
B. Les remèdes prodigués par les textes nouveaux	70
II. Le rôle du (ou des) notaire(s) liquidateurs	87
A. Un notaire (plus) actif (que jamais)	87
B. Un notaire (avant tout) conciliateur	88
1. La fonction	88
2. Un outil à manier avec circonspection : les <i>caucus</i>	89
C. Le traitement des parties absentes ou récalcitrantes	92
D. Action conjointe des deux notaires-liquidateurs (exceptionnellement) désignés	98
III. La compétence territoriale du (ou des) notaire(s) liquidateur(s)	99
A. Le notaire-liquidateur unique	99
B. Les deux notaires-liquidateurs agissant conjointement	100

Le calendrier de la procédure 103

Charlotte AUGHUET

Introduction 103

I. Le calendrier conventionnel 105

II. Le calendrier légal supplétif de la procédure et des incidents de celle-ci 107

A. Principes 107

B. Description du calendrier légal supplétif de la procédure (hors « incidents ») 109

C. Les incidents de la phase notariale de la procédure 115

1. L'expertise 116

2. Le procès-verbal intermédiaire 118

3. Les faits et pièces nouveaux 120

4. La vente des biens 122

D. Les dérogations ponctuelles apportées au calendrier légal par les parties 126

E. La réduction des délais légaux par le juge 126

III. L'interruption des délais 129

IV. La computation des délais 130

V. Les sanctions 132

A. Les sanctions applicables au dépassement des délais impartis aux parties 132

B. La sanction applicable en cas de dépassement des délais impartis au notaire-liquidateur 133

Le procès-verbal d'ouverture des opérations

La place des accords dans la nouvelle procédure 137

Pierre VAN DEN EYNDE et Bruno LHOEST

Introduction 137

I. Objectifs actuels du procès-verbal d'ouverture des opérations 138

A. Mission légale du notaire 138

B. Expertise 140

C. Accord partiel 141

Conclusion 141

II. Vers un nouveau procès-verbal d'ouverture des opérations?	141
A. Rôle de la conciliation du notaire-liquidateur	141
B. La preuve et les pouvoirs d'investigation du notaire-liquidateur	142
C. Ouverture des opérations	142
1. Procès-verbal facultatif	142
2. Délai	144
3. Convocations	145

III. Procès-verbal constatant l'accord global ou partiel de toutes les parties	148
A. Procédure	149
1. Nécessité d'un procès-verbal authentique?	149
2. Quand peut intervenir ce procès-verbal?	149
3. Quand prend cours la procédure judiciaire?	149

L'inventaire 153

Pierre VAN DEN EYNDE

I. Établissement de l'inventaire	154
A. Recours à l'inventaire	154
1. Principe	154
2. Exceptions	154
3. Communication du procès-verbal	157
B. Délai pour les vacations d'inventaire	157
1. Première vacation	157
2. Deuxième vacation	158
3. Autres vacations	158
4. Refus de prêter serment	158
5. Refus de fournir des informations ou documents	160
C. Estimation des biens	161
II. Inventaire sur déclaration	161

L'estimation amiable et l'expertise judiciaire 163

Ariane DENIS

I. L'estimation amiable	163
A. Introduction	163
B. Liquidation-partage et tierce décision obligatoire	164

II. L'expertise judiciaire	167
A. Bases légales et définitions	167
B. La demande d'expertise judiciaire	167
C. La mission de l'expert	169
1. Mission générale	169
2. Extension, modification, actualisation de la mission de l'expert	169
D. Sur quoi porte l'expertise ?	172
E. Le notaire, expert judiciaire ?	173
F. Le dépôt du rapport final	174
G. Conclusion de l'expert sur le caractère commodément partageable en nature	175
H. Mesure d'instruction et effet dévolutif de l'appel	176
Conclusion	177

La vente des biens non commodément partageables en nature 179

Laurent STERCKX

I. Position du problème (ancienne loi)	179
A. Obstacle à la vente au stade du jugement ordonnant le partage	179
B. Obstacle à la vente à l'initiative du notaire-liquidateur	180
C. Dispositifs des jugements liminaires	182
II. Solution préconisée par la loi nouvelle	183
III. Qu'est-ce que «non commodément partageables en nature» ?	185
A. Le principe	185
B. Les exceptions au principe	185
C. Commodité ou incommodité «matérielle» du partage	188
1. L'égalité en valeur du partage	188
2. L'égalité en nature du partage	189
D. Commodité ou incommodité «juridique» du partage	191
1. Partage non aléatoire	192
2. Absence de partage (partage anticipé ou impossible)	192
3. Plusieurs partages	193
IV. Procédure des articles 1224 et 1224/1	193
A. Les immeubles	194
B. Les meubles	196

V. Intersections avec les autres dispositions de la loi	197
A. L'article 1208, § 4	197
B. L'article 1210, § 2, alinéas 1 ^{er} et 2 et § 4	198
C. L'article 1214, § 6, alinéa 1 ^{er}	198
D. L'article 1212	198
E. L'article 1213, § 1 ^{er}	199
F. Les articles 1209, § 3 et 1214, § 1 ^{er}	199
G. L'article 1218, § 3, 3 ^o et 4 ^o	199
H. Les articles 1216 et 1223	199

L'effet de purge des ventes immobilières suite à la réforme de la procédure de liquidation-partage judiciaire

201

Frédéric GEORGES

Introduction

201

I. Les ventes d'immeubles nouvellement purgeantes hors liquidation-partage judiciaire	202
II. Ventes immobilières dans le cadre d'une liquidation-partage	210
III. Le rôle du notaire dans la répartition du prix de vente	213
IV. Conclusions	215

Le procès-verbal intermédiaire

217

Philippe DE PAGE et Isabelle DE STEFANI

I. Les origines	217
II. Les incertitudes de la pratique	218
III. Le nouvel article 1216 du Code judiciaire	220
A. Article 1216, § 1 ^{er} , du Code judiciaire	220
B. Article 1216, § 2, du Code judiciaire	223
C. Article 1216, § 3 du Code judiciaire	225
D. Article 1216, § 4, du Code judiciaire	226
E. Article 1216, § 5, du Code judiciaire	228
IV. <i>Modus operandi</i> pratique et suggestions	229
V. Conclusions	230

L'état liquidatif et les contredits 233

Alain DELIÈGE et Claude PHILIPPART DE FOY

I. L'état liquidatif	233
A. Quelles nouveautés ?	233
B. Les délais pour l'établissement de l'état liquidatif	233
C. Les fondements de l'état liquidatif	234
D. L'élaboration de l'état liquidatif	236
1. L'avis des notaires-liquidateurs sur les revendications des parties	236
2. Le compte d'état liquidatif	237
3. Le projet de partage	238
E. La sommation de prendre connaissance de l'état liquidatif	240
F. Le procès-verbal de clôture en l'absence de contredits	241
II. Les contredits	242
A. Délais et forme des contredits	242
B. Contredits successifs et interdiction de remettre en cause des accords antérieurs	243
C. Saisine du tribunal et procédure	243

Annexe : Schéma d'une liquidation simple de régime matrimonial	246
---	-----

La phase notariale postérieure au jugement relatif à l'état liquidatif 249

Dominique ROULEZ

Introduction	249
I. Comparaison entre les dispositions légales anciennes et nouvelles	249
A. Dispositions anciennes	249
B. Nouvelles dispositions	250
C. Quelles différences ?	250
II. Homologation de l'état liquidatif	251
III. Jugement de renvoi au notaire	254
Conclusion	258

Le remplacement du notaire-liquidateur 259*Jean-François TAYMANS***Introduction – Le droit antérieur** 259**I. Les motifs de remplacement** 261

A. Le refus par le notaire d'accepter sa mission 261

B. L'empêchement 262

C. Mise en cause de l'indépendance ou de l'impartialité
du notaire commis 263

D. Le dépassement des délais 269

E. Le désaccord entre deux notaires-liquidateurs qui ne peuvent
agir conjointement 270**II. La procédure de remplacement** 272**III. Les effets du remplacement** 273

A. La fin de la mission 273

B. La rémunération du notaire remplacé 274

C. Les éventuelles sanctions disciplinaires 276

Conclusion 277**La réforme de la procédure de liquidation-partage :
quelles nouveautés pour le tribunal?** 279*Véronique DEHOUX***I. L'introduction de la demande et le jugement ordonnant
le partage judiciaire** 279

A. Jonction d'office 279

B. Extension de plein droit aux autres indivisions 279

C. Possibilité d'ordonner un partage partiel 280

D. Possibilité de trancher dès l'introduction des contestations 281

E. Possibilité d'acter des accords 281

F. Limitation à la règle de l'effet dévolutif de l'appel 282

II. La désignation du notaire-liquidateur 282**III. Le remplacement de notaire** 284**IV. La gestion de la masse indivise** 285**V. L'expertise** 286

VI. Le déroulement des opérations	286
A. Mission de conciliateur du notaire et valeur de l'accord, qu'il soit global ou partiel	286
B. L'inventaire	286
C. L'ouverture des opérations	287
D. Le procès-verbal intermédiaire	287
E. La mise en état	288
F. La vente des biens qui ne sont pas commodément partageables	288
G. L'état liquidatif et les contredits	289
Conclusion	291
 La réforme de la procédure de liquidation-partage : quelles nouveautés pour la pratique des avocats ?	293
<i>Marina BLITZ et Jean-Marc THIERY</i>	
I. L'introduction de la demande	293
A. Les parties	293
B. La jonction des causes	293
C. L'extension aux autres indivisions	293
D. Le partage distinct des biens bloquants	294
E. Les contestations préalables et les accords éventuels	294
II. La désignation du notaire	295
A. Sur accord des parties qui doivent choisir la personne du notaire	295
B. Le pouvoir d'appréciation du tribunal	295
C. En cas de désaccord (article 1210, § 1 ^{er} , alinéa 2, C.jud.)	295
D. La dérogation à l'effet dévolutif de l'appel	295
E. Le caractère non exécutoire du jugement de désignation	296
F. La suppression du notaire chargé de représenter les parties défaillantes et récalcitrantes	296
G. Le provisionnement du (des) notaire(s)	296
III. Le remplacement du notaire	296
A. Les conditions	296
B. Le délai	296
C. La procédure	297
D. L'absence de recours	297
IV. La gestion de l'indivision	297
A. Le gestionnaire	297
B. La procédure	298
C. La mission	298

V. L'expertise	298
A. La forme	298
B. Le contenu	298
C. La procédure	299
1. L'accord des parties	299
2. L'absence d'accord	299
VI. L'estimation par le notaire	299
VII. Les accords	299
A. Leur place	299
B. Leur portée	300
VIII. L'inventaire	300
A. Le principe	300
B. L'exception	300
C. Les délais	300
IX. La demande de renseignements	300
A. Le contenu	300
B. La procédure	301
X. Le procès-verbal d'ouverture des opérations (le P.V.O.)	301
A. Le principe du dispositif	301
1. La réunion informelle	301
2. L'ouverture des opérations (article 1215, § 1 ^{er} , C.jud.)	302
B. Le délai	302
C. La convocation	302
XI. Mise en état: délais et sanctions pour les parties	303
A. Maintien du principe dispositif	303
B. Que doivent transmettre les parties?	303
1. Des écrits	303
2. Des pièces	304
C. À qui transmettre les revendications et les pièces?	304
D. Le mode de communication	304
E. Sanctions en cas de non-respect des délais par les parties	304
F. Interruption des délais convenus ou fixés	305
G. Que faire si le notaire n'agit pas dans les délais convenus ou fixés par la loi?	305
H. Les délais pour les parties dans le cadre de la mise en état légale	305
1. Mise en état légale sans incidents, sans interruption des délais et sans calendrier déterminé par le juge	305

2. Incidents	306
3. Demande judiciaire de réduction des délais de la mise en état légale	307
XII. Le procès-verbal intermédiaire	307
A. Principe	307
B. Forme	307
C. Délais	307
D. Accord des parties	308
E. Désaccord des parties	308
XIII. La vente des biens non commodément partageables en nature	308
A. La vente des biens immeubles non commodément partageables en nature	309
1. Accord des parties	309
2. Désaccord des parties ou d'une des parties	309
3. Absence ou résistance à la vente des parties ou de l'occupant	310
B. La vente des biens meubles non commodément partageables en nature	311
1. Accord des parties	311
2. Désaccord des parties ou d'une des parties	311
XIV. L'état liquidatif	313
A. Principe	313
B. Forme	313
C. Délais d'établissement de l'état liquidatif	314
D. Délais pour les contredits	314
E. Absence de contredits, contredits tardifs ou mal formés	314
F. Des contredits sont formés valablement	315
1. Principes	315
2. Intervention du tribunal	315
3. Le jugement homologue l'état liquidatif	316
4. Le jugement n'homologue pas l'état liquidatif	316
La réforme de la procédure de liquidation-partage : quelles nouveautés pour la pratique notariale ?	319
<i>Hélène CASMAN</i>	
I. Introduction	319
II. Instruments nouveaux	319
A. L'accusé de réception daté	320

B. Le courrier adressé aux conseils des parties	320
C. La simple demande écrite	320
D. Le procès-verbal intermédiaire pour exposer une difficulté	321
E. Les parties défaillantes ou récalcitrantes	321
F. La communication systématique des procès-verbaux	321
III. Le jugement qui ordonne le partage	322
A. Communication	322
B. Vérification	322
C. Deux notaires-liquidateurs	323
D. L'extension à d'autres indivisions	323
E. Le partage distinct pour les biens à l'étranger	323
F. Provision	323
G. L'effet dévolutif de l'appel restreint	324
IV. Le procès-verbal d'ouverture des opérations	324
A. Première étape	324
B. Convocation	324
C. Délai	326
V. L'inventaire	326
VI. Le calendrier	327
A. Le calendrier conventionnel	327
B. Le calendrier légal	327
C. Les sanctions pour non-respect des délais par les parties	328
D. La sanction pour non-respect des délais par le notaire-liquidateur	328
E. La procédure de remplacement du notaire	329
VII. La collecte des informations	329
A. Communication par les parties	329
B. Communication par les tiers	330
C. Aperçu des revendications	330
D. Découverte de nouveaux faits ou de nouvelles pièces déterminants	331
VIII. L'estimation des biens indivis	331
IX. Les accords intermédiaires	332
X. Les difficultés intermédiaires	333
XI. La vente des biens indivis	334
A. Biens indivis immeubles	334
1. Avec l'accord des parties	334

2. Sans l'accord des parties	335
B. Biens indivis meubles	335
XII. L'état liquidatif et le projet de partage	336
A. Établissement de l'état et du projet	336
B. Communication de l'état liquidatif et du projet de partage	336
C. Le procès-verbal d'approbation	337
D. Le procès-verbal des contredits	338
E. Avis du notaire	338
F. Dépôt au greffe	339
XIII. L'homologation ou le renvoi devant le notaire	339
 Disposition transitoire et entrée en vigueur	341
<i>Georges DE LEVAL</i>	
I. Disposition transitoire	341
A. Une précision terminologique	341
B. Une modification substantielle	342
II. Entrée en vigueur (<i>pour mémoire</i>)	344
 Synthèse et conclusions	345
<i>Georges DE LEVAL</i>	
I. Les acteurs de la liquidation-partage	346
A. Le juge	347
1. Prévenir en amont les attermolements suscités, en cours de procédure, par des difficultés prévisibles (art. 1209 C.jud.)	347
2. Le contentieux en cours de procédure	348
B. Le notaire	349
1. Le principe : un seul notaire	349
2. Le notaire est auxiliaire de justice	349
3. Le notaire conciliateur	351
C. L'avocat	352
1. La solution négociée	352
2. La solution imposée	352
D. Le greffier	352
II. Les caractéristiques de la procédure	353
A. Une procédure subsidiaire	353

B. Une procédure efficace et respectueuse de tous les droits en présence	353
1. Le temps maîtrisé	353
2. Des communications informatives	354
3. Le respect des droits des tiers	355
4. L'inévitable complexité de la procédure	355
Conclusion	359
 Postface	 361
<i>Lorette ROUSSEAU</i>	
 Annexes	 363